

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article12385>

Une armée sans ennemis et avec peu d'amis

- Défense - International -



Date de mise en ligne : lundi 4 janvier 2010

Spyworld Actu

Parmi les mieux dotées d'Europe durant la Guerre froide, l'armée suisse a été soumise à une longue série de coupes et de réformes depuis la chute du mur de Berlin. Vingt ans après, la stratégie de défense nationale continue de diviser la classe politique.

Matériel désuet, parc de véhicules insuffisant pour transporter toutes les troupes, systèmes de transmissions même plus aptes à assurer les communications, armements en partie hors d'usage et pénurie de munitions : tel est le sombre tableau dessiné ces derniers mois par les responsables de l'armée suisse.

« Les soldats doivent utiliser les autobus de la Poste suisse pour se rendre aux exercices de lance-mines dans la montagne », a ainsi déclaré à plusieurs reprises Ueli Maurer. Selon le ministre de la défense, l'armée a besoin d'urgence d'un supplément de 500 à 700 millions de francs par an afin d'assurer correctement son mandat. Le budget actuel, de 4,1 milliards de francs, permet d'équiper uniquement 2 brigades sur 9 correctement.

Alors qu'elle absorbait un tiers du budget national durant la Guerre Froide, l'armée suisse a dû subir une longue cure d'amaigrissement ces 20 dernières années, payant plus que tous les autres secteurs la politique d'économie de la Confédération.

Population et politiciens divisés

Aujourd'hui, le financement de la défense nationale divise profondément la population. Selon un récent sondage, un tiers des Suisses soutient le statu quo, un tiers demande une armée encore plus légère et un autre tiers ne veut plus d'armée du tout. La classe politique, au sein de laquelle les forces armées ont perdu beaucoup d'amis ces dernières années, est tout aussi divisée. Le budget actuel est défendu aujourd'hui uniquement par une majorité des membres des partis du centre.

La gauche soutient au contraire une drastique réduction des dépenses au profit de la prévoyance sociale tandis que la droite conservatrice n'exclut pas d'autres coupes ultérieures. Rejetant la requête d'augmenter les fonds avancée par leur ministre Ueli Maurer, plusieurs représentants de l'Union démocratique du centre (UDC / droite conservatrice) se sont en effet prononcés ces dernières semaines en faveur d'un budget limité à 4 milliards de francs.

En ces temps d'austérité pour les caisses fédérales, une augmentation du budget de la sécurité nationale n'entre pas en ligne de compte, argue-t-on à droite comme à gauche. Avec 200'000 hommes, en comptant les soldats actifs et les réservistes, l'armée suisse reste nettement mieux dotée que celles de pays comparables comme l'Autriche, la Suède ou la Finlande, qui disposent de 30'000 à 50'000 soldats.

De l'argent jeté par les fenêtres

Un grand débat s'est ouvert au niveau national : quel budget pour quelle armée et quelles missions ? « Selon moi, le budget actuel est suffisant pour les forces armées suisses. Il s'agit plutôt de savoir comment cet argent est dépensé et, surtout, d'éviter qu'il soit mal dépensé, comme cela s'est produit ces dernières années », soutient Beni Gafner, expert en questions militaires.

Comme l'a admis Ueli Maurer, des centaines de millions de francs ont par exemple été utilisés pour acquérir du

matériel informatique en grande partie inadapté, dont 500 programmes informatiques divers incompatibles entre eux. « Il règne aujourd'hui un énorme chaos dans la communication à l'interne de l'armée, à tel point que les troupes ne pourraient plus être mobilisées », affirme Beni Gafner.

« Dans le même temps, l'armée a lâché 700 millions de francs pour se doter d'un système d'information et de commande centralisé (FIS Heer), compatible avec celui de l'OTAN, mais probablement inutile. Grâce à ce système, nous pouvons suivre chaque déplacement virtuel des troupes ennemis au travers de satellites, senseurs et diverses autres installations électroniques. Le seul problème, c'est que nous ne savons pas qui nous devons affronter. Nous ne pouvons regarder dans les yeux d'aucun ennemi ».

Stratégie à rediscuter

Selon l'expert, les problèmes auxquels sont aujourd'hui confrontées les forces armées sont à trouver en premier lieu dans la « faillite » de la stratégie adoptée avec la réforme Armée XXI, achevée en 2004.

« Après les attentats du 11 septembre 2001, sur pression des Etats-Unis, la Suisse, comme beaucoup d'autres pays européens, s'est alignée sur une stratégie de coopération internationale, sans pour autant adhérer à l'OTAN. Le budget actuel ne suffit pas pour financer ce coûteux programme de coopération internationale et pour doter dans le même temps les troupes de l'équipement nécessaire ».

Le gouvernement et le parlement doivent décider si cette politique de partenariat avec l'OTAN doit être poursuivie ou alors opter pour un dispositif de défense plus autonome, mais probablement plus efficient, estime Beni Gafner.

Et d'ajouter : « Personnellement, je suis plutôt favorable à la seconde option. Les expériences faites durant la dernière décennie dans des pays comme la Somalie, l'Afghanistan ou l'Irak ont montré clairement les limites de la politique d'intervention et d'imposition de la paix par la puissance américaine. La Suisse devrait donc plutôt concentrer sa stratégie sur la défense de ses propres ressources, en se dotant d'une armée prête à réagir aux menaces plus inattendues, que nous pouvons seulement imaginer à l'heure actuelle ».

Post-scriptum :

<http://www.swissinfo.ch/fre/index.h...>